

FAO : conférence sur les biotechnologies agricoles dans les pays en développement

Du 1^{er} au 4 mars 2010, une conférence technique internationale, sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sur [les biotechnologies agricoles dans les pays en développement](#) s'est tenue à Guadalajara, au Mexique. D'après la FAO, les biotechnologies agricoles « englobent toute application technologique qui utilise des systèmes biologiques, des organismes vivants, ou des dérivés de ceux-ci, pour fabriquer ou modifier des produits ou des processus pour l'utilisation spécifique dans l'alimentation et l'agriculture ». Au cours des discussions, Modibo Traoré, sous-directeur général de la FAO, a regretté que « les biotechnologies agricoles ne soient pas largement utilisées dans les pays en développement et que la recherche-développement dans ce secteur n'ait généralement pas ciblé les besoins et les problèmes des petits exploitants ».

Les participants ont convenu de la nécessité de politiques et de cadres réglementaires efficaces, impliquant tous les acteurs concernés. Ils ont également préconisé d'augmenter, dans les pays en développement, les investissements nationaux « pour développer et encourager l'utilisation des biotechnologies au profit des petits exploitants et producteurs ». Selon eux, des partenariats plus solides entre pays et au sein de ces derniers, notamment des alliances Sud-Sud ou régionales, des partenariats public-privé et des partenariats en matière de recherche pour le partage des expériences, « faciliteraient le développement et l'utilisation des biotechnologies ». Par ailleurs, la FAO a regretté que le débat sur les Organismes génétiquement modifiés (OGM) « empêche souvent le développement d'autres biotechnologies agricoles qui ne font pas l'objet de controverses quant à leur impact sur l'environnement, quant aux avantages qu'elles procurent aux petits producteurs et quant à leur rôle dans l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques ».

Droit à l'alimentation : corriger le déséquilibre de pouvoir entre petits exploitants et agro-industrie

Le Rapporteur spécial pour les Nations unies sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, a publié le 5 mars son rapport intitulé « [Le secteur agroalimentaire et le droit à l'alimentation](#) ». Ce rapport analyse le rôle joué par les acheteurs, les transformateurs et les distributeurs des produits de base dans la réalisation du droit à l'alimentation. Le Rapporteur spécial s'interroge notamment sur « la manière dont les politiques d'approvisionnement, de fixation des prix et salariales suivies par les acheteurs, les transformateurs et les distributeurs influent sur le droit à l'alimentation ». Pour Olivier De Schutter, « l'agro-industrie peut jouer un rôle clé dans la réalisation du droit à l'alimentation, mais les Etats doivent apporter un plus grand soutien aux petits producteurs et encourager les sociétés à modifier leurs politiques en matière de prix et de normes ». Son rapport souligne que dans un secteur alimentaire mondialisé, « dominé par de grandes sociétés transnationales », les petits exploitants ne connaissent qu'un nombre limité d'acheteurs et se trouvent dans une position d'inégalité profonde dans les négociations lorsqu'il s'agit d'obtenir un prix juste pour leurs récoltes. D'après lui, cette situation explique en partie pourquoi ces petits exploitants « constituent le groupe le plus important de gens souffrant de la faim dans le monde actuel ».

Le rapport préconise que l'industrie agroalimentaire et les États « comprennent mieux leurs responsabilités et prennent davantage conscience des obligations qui leur incombent au regard du droit international ». Il adresse ainsi dix recommandations aux États et au secteur agroalimentaire qui portent notamment sur les codes de conduite et les accords-cadres internationaux, les coopératives, les offices de commercialisation, les marchés publics et le droit de la concurrence. Olivier De Schutter souligne que « les Etats pourraient soutenir l'établissement de coopératives paysannes au travers de cadres législatifs appropriés, de programmes de renforcement des capacités ou de mesures d'encouragement fiscal, renforçant ainsi la capacité des petits producteurs à obtenir des prix plus élevés lorsqu'ils cherchent à écouler leurs produits ».

Coton : le Brésil va sanctionner les Etats-Unis

Le Brésil a publié le 8 mars une [liste de produits américains](#) qui seront taxés jusqu'à 100% à l'importation, en guise de représailles contre les Etats-Unis après sa condamnation par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour ses subventions aux producteurs de coton. Le total des compensations prévues pour 2010 s'élève à 591 millions de dollars pour une centaine de produits (articles de luxe, cosmétiques, automobiles, électroménager...). Le 31 août 2009, l'OMC avait autorisé le Brésil à réclamer aux Etats-Unis des compensations à hauteur de 830 millions de dollars par an (Cf. Lettres hebdo [n°270](#) et [n°286](#)). Le gouvernement brésilien a annoncé qu'il pourrait appliquer d'autres sanctions économiques à hauteur de 238 millions de dollars dans les secteurs de la propriété intellectuelle et des services.

Sources: AFP, Reuters, FAO, SRFood, Camex.